



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté
portant prescriptions complémentaires
KERVAL CENTRE ARMOR à Lantic

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, ses annexes et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 18 avril 2001 et du 12 mai 2003 autorisant la société Kerval centre Armor à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux et une usine de tri et compostage de déchets ménagers ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 5 mai 2010 ;

Vu la demande de modification de prescription en date du 8 novembre 2018 déposée par l'exploitant ;

Vu le courrier de demande de complément de l'inspection en date du 31 janvier 2019 ;

Vu les rapports des visites d'inspections des 17 octobre 2022 et 1^{er} juin 2023 ;

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement spécialité Installations Classées du 28 septembre 2023 et le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires transmis le même jour à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant que les émissions diffuses à la sortie du biofiltre de traitement des algues vertes ne sont pas canalisées comme initialement prévu dans le dossier de l'exploitant ;

Considérant que l'exploitant a déposé une demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation par courrier du 8 novembre 2018 concernant le rejet canalisé ;

Considérant que l'inspection a fait une demande de complément à l'exploitant par courrier du 31 janvier 2019 ;

Considérant les éléments présentés par l'exploitant lors des inspections des 17 octobre 2022 et 1^{er} juin 2023 ;

Considérant que cette modification ne constitue pas une modification substantielle de l'activité du site au sens des critères énoncés à l'article R.181-46 du code de l'environnement puisqu'elle :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle demande d'évaluation environnementale,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications proposées permettent d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le syndicat mixte KERVAL CENTRE ARMOR, siège social Rue du Boisillon – PLOUFRAGAN (22440), autorisé à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux et une installation de tri et de compostage notamment d'algues vertes sur le territoire de la commune de LANTIC (22410) Lieu-dit « La Fontaine de Trémargat », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Les quatre premiers alinéas de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2010 sont remplacés par :

« L'article 12 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2003 est complété par les dispositions suivantes :

Une détection en continu des paramètres H₂S et NH₃ est mise en place à la sortie du biofiltre pour mesurer les émissions diffuses. Cette mesure fait l'objet d'un enregistrement en continu.

Avant chaque campagne de traitement des algues, une vérification du bon fonctionnement de la détection de H₂S et NH₃ est réalisée (calibrage des capteurs).

Une alarme est mise en place sur la mesure de H₂S et NH₃ à 4 ppm.

Une mesure des émissions de H₂S et NH₃ de type mesure sous cloche ou équivalente est réalisée à minima tous les ans sur le biofiltre en milieu de campagne afin de s'assurer de l'efficacité du biofiltre et de disposer d'une mesure comparative avec la surveillance en continu en place.

En cas d'écart significatif entre le résultat de la mesure évoquée ci-dessus et la mesure en continu de H₂S, l'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires pour garantir l'efficacité du biofiltre du traitement des algues vertes et en informe l'inspection. »

Article 3 : Publicité

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté sera adressée à la mairie de Lantic et pourra y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté sera affichée à la mairie de Lantic pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côte-d'Armor pendant

une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article L.181-7 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où elle a été délivrée prévue au 4° du même article.

Le Tribunal Administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R 181-51 du Code de l'Environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au syndicat mixte KERVAL CENTRE ARMOR et transmise au maire de Lantic.

Saint-Brieuc, le **21 DEC. 2023**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général,



David COCHU

